



Communiqué de presse

Jeudi 30 mars 2023

Dégradations : Nicolas Mayer-Rossignol adresse la facture à l'Élysée

Le Maire de Rouen, Président de la Métropole Rouen Normandie, atterré par les violences en marge des manifestations et les dégradations de l'espace public, interpelle Emmanuel Macron dans un courrier. Il appelle premièrement à l'ouverture d'une enquête dans les meilleurs délais concernant la blessure de la manifestante le jeudi 23 mars dernier. L'édile rappelle au Président de la République sa responsabilité au regard de ses fonctions, et l'incite à agir pour apaiser et préserver le débat démocratique.

Courrier de Nicolas Mayer-Rossignol, Maire de Rouen, Président de la Métropole Rouen Normandie, au Président de la République

Monsieur le Président de la République,

C'est un Maire en colère qui vous écrit. En colère et atterré par les violences en marge des manifestations contre la réforme des retraites, qui ont fait à Rouen sept blessés la semaine dernière. Une femme, Doris, accompagnante d'élèves en situation de handicap, a été mutilée. Son doigt a été arraché, possiblement par l'explosion d'une grenade lacrymogène dans des circonstances qu'une enquête de l'IGPN doit déterminer et dont je vous demande qu'elle soit menée dans les meilleurs délais possibles, avec la plus haute exigence de recherche de la vérité.

Hier, plusieurs centaines d'individus encagoulés sont venus ostensiblement saccager le centre-ville, profitant de la dixième journée de mobilisation. Malgré le travail des forces de l'ordre et des services déconcentrés de l'Etat, que je salue. Malgré l'attitude exemplaire des organisations syndicales et de l'immense majorité des dizaines de milliers de manifestants.

Toutes ces violences, que je condamne avec la plus grande fermeté, sont inacceptables. Toutes ces dégradations sont insupportables. Elles s'ajoutent à celles subies en marge des journées de manifestations précédentes. Elles s'ajoutent aussi, pour les Rouennaises et les Rouennais, pour les riverains, les commerçants, à celles subies en marge du mouvement des 'gilets jaunes', il y a quelques années à peine. C'était, déjà, sous votre présidence.

Monsieur le Président, vous êtes le garant de l'unité et de l'ordre républicain. Aujourd'hui, la République est abîmée. Votre obstination à faire passer 'quoiqu'il en coûte' une réforme des retraites injuste, au mépris du front unanime des syndicats et



des revendications populaires et pacifiques répétées, n'est pas la moindre des raisons du climat dans lequel se trouve plongé notre pays.

Cette incapacité à écouter et à dégager un compromis a un coût. Politique et démocratique, car les extrêmes et en particulier l'extrême-droite se délectent du ressentiment que vous contribuez à créer et dont ils font leur fonds de commerce. Financier aussi : je ne compte plus les poubelles brûlées, les abribus vandalisés, les voiries à refaire, le mobilier urbain et les plantations à remplacer, les tags à nettoyer...

Pour Rouen, cela représente plus d'un million d'euros de dégradations de matériel public et de préjudice, dont vous trouverez le détail ci-après et dont je vous adresse la facture. Il n'y a aucune raison que les contribuables rouennais paient seuls le prix de votre entêtement.

Monsieur le Président, votre responsabilité au regard de vos fonctions mais aussi du contrat moral passé avec les Françaises et les Français lors du second tour de l'élection présidentielle, est d'agir pour apaiser. Au plus vite. En ayant les gestes et les paroles indispensables. En mettant en pause cette réforme inepte. En remettant tous les acteurs de bonne volonté autour de la table. Il est urgent que notre nation retrouve la sérénité sans laquelle aucun débat démocratique utile à l'intérêt général n'est possible. C'est à vous d'en montrer le chemin.

Monsieur le Président, le 30 octobre 2019 vous veniez à Rouen, un mois après l'incendie de Lubrizol. Personne ici n'a oublié votre engagement, après cette catastrophe écologique, à mobiliser l'Etat pour nous aider à « rebâtir l'attractivité, l'image de Rouen » comme vous l'exprimiez à l'époque. Aujourd'hui, cette promesse que vous n'avez pas tenue résonne étrangement dans nos rues meurtries que remettent péniblement en état les agents de la Ville de Rouen et de la Métropole Rouen Normandie, avec un sens admirable du service public qui devrait pourtant vous obliger comme il nous oblige nous, élus locaux.

C'est pourquoi je vous demande très respectueusement et très officiellement d'écouter enfin, de renoncer à ce qui divise et de vous attacher à réparer, pour Rouen comme pour la France, les dégâts.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.